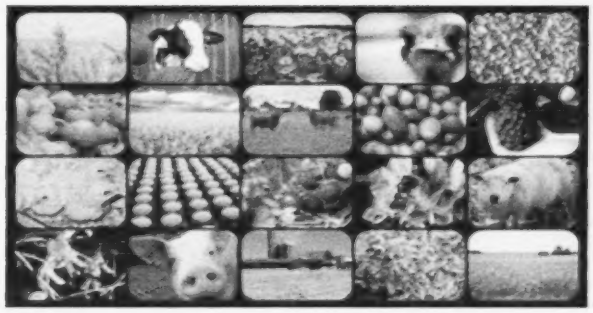
N° 95-640-X au catalogue

L'efficacité de la production et les prix dictent les tendances relatives au bétail



Date de diffusion : le 24 mai 2017

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0[s]	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
[p]	provisoire
[r]	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
[E]	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2017

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

L'efficacité de la production et les prix dictent les tendances relatives au bétail

La fluctuation de la demande et des prix, conjuguée à une meilleure efficacité de la production, continue de façonner le secteur de l'élevage en 2016.

Le nombre de bovins de boucherie destinés à la reproduction ou à l'engraissement a diminué de 2,4 % de 2011 à 2016, le secteur des exploitations de naissage ainsi que celui des parcs d'engraissement affichant une légère variation du nombre de bovins déclarés.

Le nombre de bovins laitiers a connu une baisse de 3,8 % par rapport à 2011, alors que la production de lait a continué d'augmenter.

Le nombre de porcs a crû de 11,1 % de 2011 à 2016, ce qui constitue une reprise après la période d'avant 2011, qui a été marquée par des conditions du marché défavorables dans le secteur porcin.

La production de volailles s'est accrue tant au chapitre de la production de viande que de la production d'œufs en réponse à la croissance de la consommation.

Le nombre de bovins diminue en raison d'une augmentation des prix

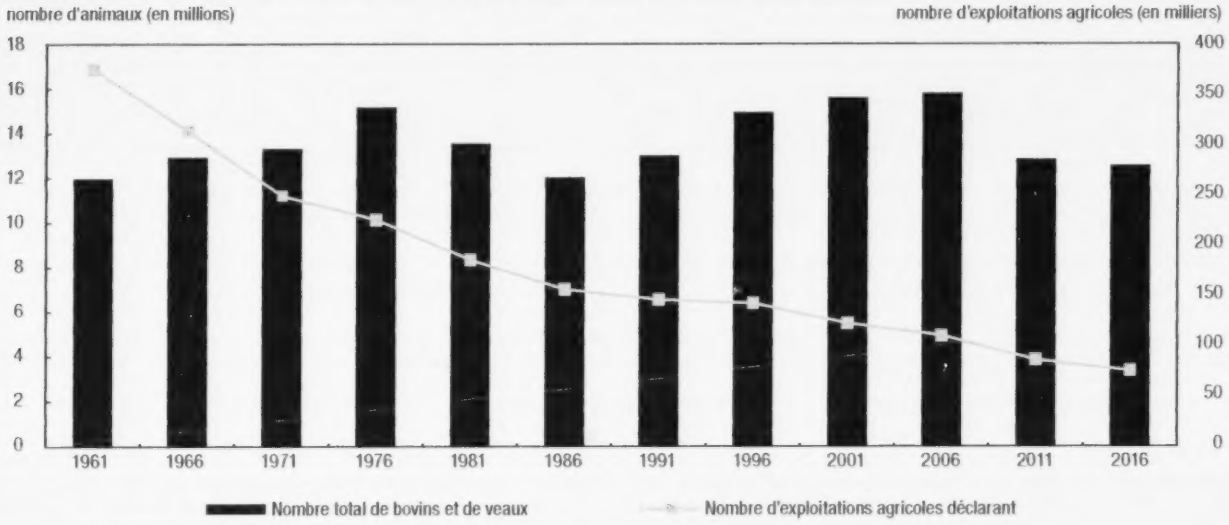
Au Canada, le nombre total de bovins et de veaux a fléchi de 2,0 % depuis 2011 pour s'établir à 12,5 millions de têtes en 2016. Parallèlement, le nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré des bovins et des veaux a diminué de 12,3 % pour s'établir à 75 307. Le secteur bovin est subdivisé en bovins de boucherie et en bovins laitiers, les premiers représentant la majorité des bovins du pays.

La tendance cyclique observée dans le nombre de bovins et de veaux est en grande partie attribuable au secteur des bovins de boucherie (graphique 1). Il existe une forte corrélation entre le cycle des bovins et celui du prix du bœuf. Les deux cycles vont dans des directions opposées. Ainsi, au fur et à mesure que les exploitants agricoles accroissent leur troupeau, le nombre de bovins affiche une tendance à la hausse, alors que les prix présentent une tendance à la baisse. Au cours de la période comprise entre 2011 et 2016, le secteur du bœuf a connu une forte demande internationale, principalement des États-Unis, pour les bovins reproducteurs canadiens. La sécheresse qui a sévi entre 2010 et 2012 a provoqué une diminution de la taille du cheptel américain de bovins de boucherie, ce qui a conduit à la hausse de la demande. En 2013, comme la teneur en humidité des sols s'est améliorée, les États-Unis ont commencé à se réapprovisionner et à limiter l'offre. La demande accrue et l'offre limitée ont entraîné les prix à un niveau record en 2015 (tableau CANSIM 002-0068, consulté le 25 avril 2017), se traduisant par une diminution des inventaires au Canada.

Des forces extérieures telles que les conditions météorologiques défavorables ayant une incidence sur la disponibilité et le prix des aliments pour animaux, les maladies et les conditions économiques peuvent aussi influer sur le cycle des bovins. Tous ces facteurs jouent un rôle important dans la décision d'un exploitant agricole d'accroître ou de réduire son troupeau.

En 2016, le nombre de bovins et de veaux était à son niveau le plus bas depuis 1986.

Graphique 1
Nombre total de bovins et de veaux et nombre d'exploitations agricoles déclarant, Canada, 1961 à 2016



Sources : Tableaux CANSIM 004-0004 et 004-0221.

Les producteurs de bovins de boucherie fondent leurs décisions sur les prix

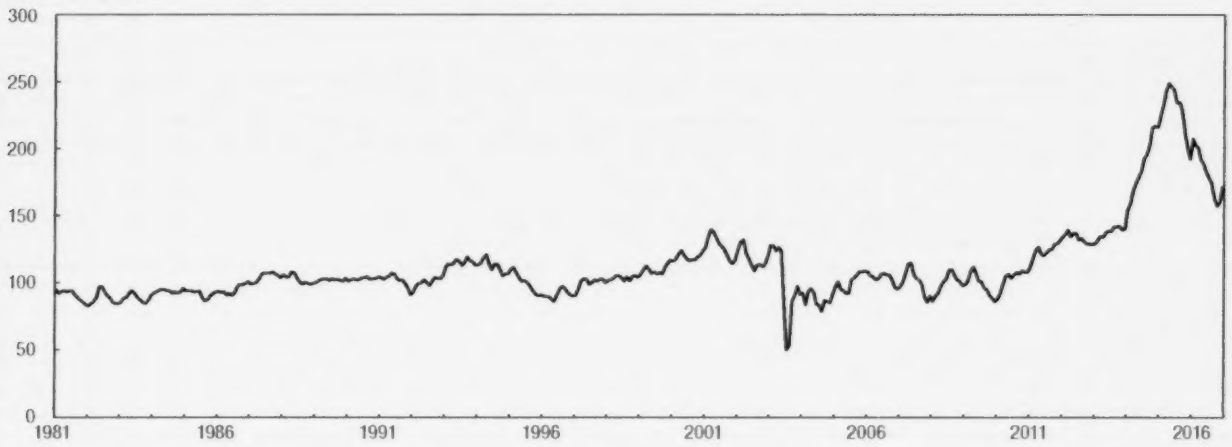
Le nombre de bovins de boucherie destinés à la reproduction (vaches de boucherie ainsi que génisses et taures de remplacement) a diminué de 1,0 % par rapport à 2011, totalisant 4,4 millions de têtes en 2016. Le nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des bovins pour la reproduction a diminué de 11,9 %, pour s'établir à 55 956.

Le nombre de bovins destinés à l'engraissement ou à l'abattage (bouvillons ainsi que génisses et taures pour l'engraissement ou l'abattage) a diminué de 4,7 %, réduisant le nombre total de bovins pour l'engraissement ou l'abattage au Canada à 2,5 millions en 2016. Le nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des bovins pour l'engraissement ou l'abattage a reculé de 16,9 %.

De 2011 à 2016, le secteur des bovins de boucherie au Canada affichait une certaine instabilité, attribuable en partie à la fluctuation des prix. Le nombre d'exploitations de naissage a diminué de 9,5 % entre 2011 et 2016, alors que le nombre moyen de bovins dans ces exploitations s'est accru de 12,5 %, indiquant une consolidation du secteur. Les prix élevés des bovins, qui se sont maintenus durant la majeure partie de 2015, ont donné lieu à d'importantes possibilités de profits dans le secteur des exploitations de naissage. Les prix des bovins ont atteint un sommet sans précédent en avril 2015 (tableau CANSIM 002-0068, consulté le 3 avril 2017).

La baisse de rentabilité qui a suivi, à mesure que les prix ont commencé à fléchir à la fin de 2015, a contribué à la légère contraction du secteur de l'engraissement. Le nombre d'exploitations d'engraissement a chuté de 14,1 % et celui de bovins déclarés par ces exploitations a diminué de 2,2 %.

Graphique 2
Indice des prix des produits agricoles, bovins et veaux, Canada, 1981 à 2016 (mensuel)



Source : Tableau CANSIM 002-0068 (consulté le 13 avril 2017).

Un autre facteur à l'origine de la diminution du nombre de producteurs de bovins de boucherie est la baisse de la rentabilité de l'élevage de bovins de boucherie par rapport aux cultures agricoles. Les exploitations agricoles actives ayant mentionné élever des bovins de boucherie en 2011, mais qui n'ont pas indiqué l'avoir fait en 2016, ont déclaré une plus grande superficie en acres consacrées aux grandes cultures. De 2011 à 2016, dans ces exploitations agricoles, la superficie consacrée à la culture du soja a crû de 147 045 acres (+74,8 %), alors que celle des terres consacrées à la culture du canola a augmenté de 248 663 acres (+20,0 %).

L'Alberta vient en tête pour ce qui est du bœuf

Le secteur bovin de l'Alberta est constitué d'une combinaison d'exploitations de naissage et d'engraissement et comprend la plus grande proportion de bovins de boucherie destinés à la reproduction au Canada, soit 42,3 % (1,9 million de têtes) du cheptel national.

En 2016, l'Alberta représentait 59,6 % du cheptel bovin national destiné à l'engraissement ou à l'abattage. L'industrie du bœuf de l'Alberta jouit d'une étroite proximité relativement à la capacité de traitement et à la disponibilité des aliments pour animaux et des pâturages. Ensemble, ces facteurs donnent à la province un avantage comparatif par rapport aux autres provinces dans le secteur des bovins de boucherie. En 2016, l'Alberta était à l'origine de 37,4 % des exportations de bovins vivants et de 74,7 % des exportations de viande de bœuf vers les États-Unis (Statistique Canada, 2017, totalisation spéciale fondée sur le World Trade Atlas, consultée le 13 avril 2017).

Le nombre de bovins laitiers diminue alors que l'efficacité augmente

Le nombre total de bovins laitiers déclarés au Canada a diminué de 3,8 % par rapport à 2011 pour se fixer à 1,4 million en 2016. Le nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des bovins laitiers a reculé de 14,0 % depuis 2011.

Chez les exploitations agricoles ayant déclaré élever des bovins laitiers, le nombre moyen de bovins laitiers par exploitation s'est accru de 11,9 % par rapport à 2011 pour s'établir à 100 bovins laitiers par exploitation en 2016. L'objectif de la gestion de l'offre dans l'industrie laitière canadienne est d'équilibrer l'offre et la demande de lait et de maintenir une production stable tout au long de l'année, dans l'ensemble du pays, au moyen d'un système de quotas.

La production laitière canadienne se concentre au Québec et en Ontario, où elle représente, pour les deux provinces combinées, le type d'exploitation le plus important en fait de revenus agricoles bruts. Le Québec représentait 35,7 % du cheptel national de vaches et de génisses laitières et 42,0 % des exploitations agricoles ayant déclaré élever des bovins laitiers en 2016. L'Ontario suivait de près, représentant 34,2 % du cheptel national de bovins laitiers et 34,9 % des exploitations ayant déclaré élever des bovins laitiers.

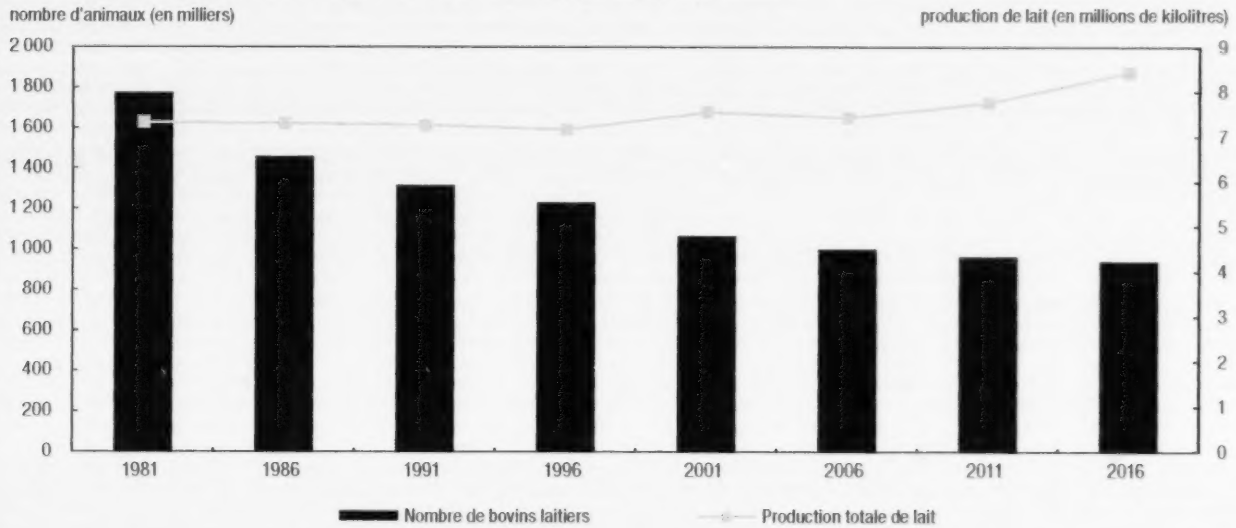
De 2011 à 2016, le nombre de petites (200 bovins laitiers ou moins) fermes laitières spécialisées (celles ayant déclaré élever des bovins laitiers, mais aucun bovin de boucherie) a diminué, alors que le nombre de grandes (comptant plus de 200 bovins laitiers) fermes laitières spécialisées a augmenté, suggérant une consolidation du secteur.

Alors que certains producteurs ont quitté le secteur, ceux qui y sont demeurés ont pu prendre de l'expansion au fur et à mesure que des quotas arrivaient sur le marché. Le nombre moyen de bovins laitiers par exploitation agricole au Québec s'est accru de 9,0 % par rapport à 2011, pour s'établir à 85 en 2016. La même tendance a été observée en Ontario, où le nombre moyen de bovins laitiers par exploitation agricole a crû de 12,1 % pour se chiffrer à 98 en 2016.

On produit plus avec moins

La réduction de la taille du cheptel laitier national a été rendue possible par l'amélioration de l'efficacité de la production. Des données sur la vente de lait indiquent que, de 2011 à 2016, la production laitière au Canada s'est accrue malgré une diminution de la taille du cheptel laitier (tableau CANSIM 003-0011, consulté le 13 avril 2017).

Graphique 3
Nombre total de bovins laitiers et production totale de lait, Canada, 1981 à 2016



Sources : Tableaux CANSIM 003-0011, 004-0004 et 004-0221 (consulté le 13 avril 2017).

Les progrès sur le plan de la gestion de l'alimentation, de la génétique et des technologies, y compris l'utilisation de la traite robotisée, ont permis d'accroître l'efficacité dans l'industrie laitière. Selon les données du Recensement de l'agriculture, 8,9 % des fermes laitières utilisent actuellement la traite robotisée.

Les exploitations laitières de taille moyenne sont plus susceptibles que celles de petite ou de grande taille de déclarer utiliser la traite robotisée. En effet, 44,7 % des exploitations laitières ayant déclaré utiliser la traite robotisée dans le cadre du Recensement de l'agriculture de 2016 comptaient entre 101 et 200 vaches (tableau 1).

Tableau 1
Types d'exploitations laitières ayant déclaré utiliser la traite robotisée durant l'année précédant le recensement, selon la catégorie de taille, Canada, 2016

Catégorie de taille (nombre de bovins laitiers)	Nombre d'exploitations laitières	Nombre d'exploitations laitières ayant déclaré utiliser la traite robotisée	Pourcentage d'exploitations laitières ayant déclaré utiliser la traite robotisée	Pourcentage de vaches laitières dans les exploitations agricoles ayant déclaré utiliser la traite robotisée
1 à 50	1 815	17	0,9	1,3
51 à 100	4 693	307	6,5	7,5
101 à 200	2 847	420	14,8	15,8
201 à 500	988	172	17,4	16,6
501 et plus	176	23	13,1	12,4
Total	**10 519**	**939**	**8,9**	**12,4**

Source : Recensement de l'agriculture (3438).

Outre l'utilisation de la traite robotisée, les progrès sur le plan des bâtiments pour animaux et sur la gestion des troupeaux peuvent aussi expliquer l'amélioration de l'efficacité de nombreuses fermes laitières. En 2015, environ la moitié des fermes laitières ont rapporté utiliser des contrôles automatisés de l'environnement dans les bâtiments pour animaux ou des technologies d'alimentation automatisée. L'investissement dans des technologies novatrices aide l'industrie laitière à produire plus avec moins.

Le nombre de porcs affiche une reprise en 2016

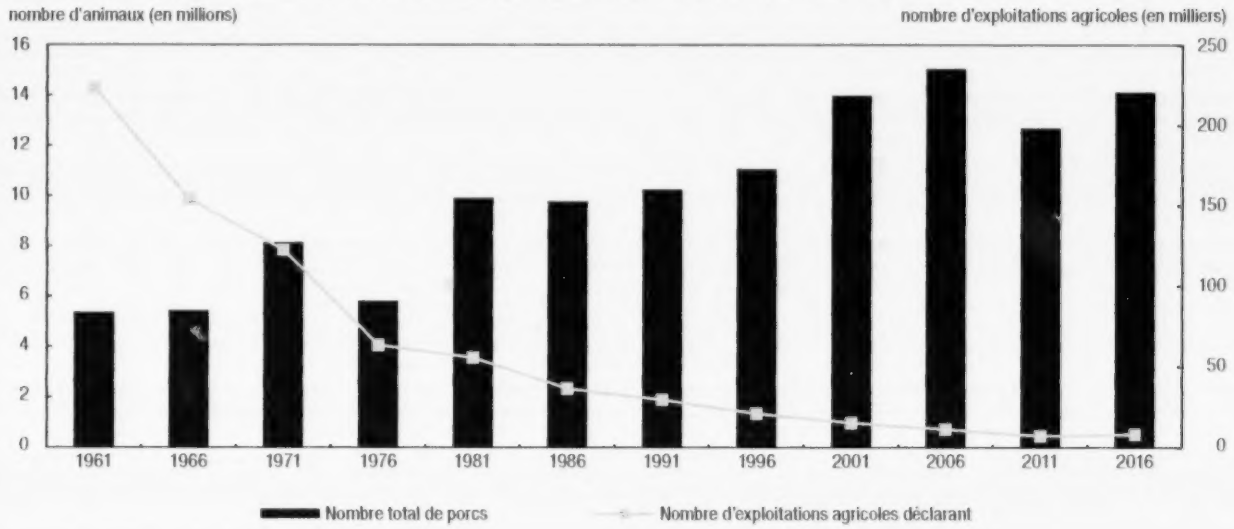
Le nombre de porcs dans les exploitations agricoles canadiennes s'est accru depuis 2011. Au cours de cette période, les prix des porcs ont augmenté pour atteindre des niveaux sans précédent avant de redescendre vers la fin de 2014 (tableau CANSIM 002-0068, consulté le 13 avril 2017). Les prix élevés, de même que l'efficacité de la production et les marchés changeants, ont eu une incidence sur la production porcine.

Selon les Perspectives agricoles de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la consommation mondiale de porc par personne continue de croître, affichant une hausse de 2,8 % entre 2011 et 2016. L'augmentation de la demande en provenance d'autres pays a soutenu la hausse des prix et contribué à la croissance du secteur porcin de l'Amérique du Nord.

Bien que les États-Unis demeurent la principale destination pour les exportations canadiennes de porcs vivants et de viande de porc, les exportations totales de viande de porc vers la Chine ont presque quadruplé depuis 2011 (Statistique Canada, 2017, totalisation spéciale fondée sur le World Trade Atlas, consultée le 13 avril 2017). L'accès du Canada aux marchés étrangers continue de jouer un rôle important dans l'essor de l'industrie.

Le nombre de porcs déclarés au Canada a augmenté de 11,1 % par rapport à 2011, atteignant 14,1 millions en 2016. Le nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des porcs a également grimpé, passant de 7 371 à 8 402. Le nombre moyen de porcs par exploitation agricole a diminué de 2,5 % pour s'établir à 1 677.

Graphique 4
Nombre total de porcs et nombre d'exploitations agricoles déclarant, Canada, 1961 à 2016



Sources : Tableaux CANSIM 004-0004 et 004-0223.

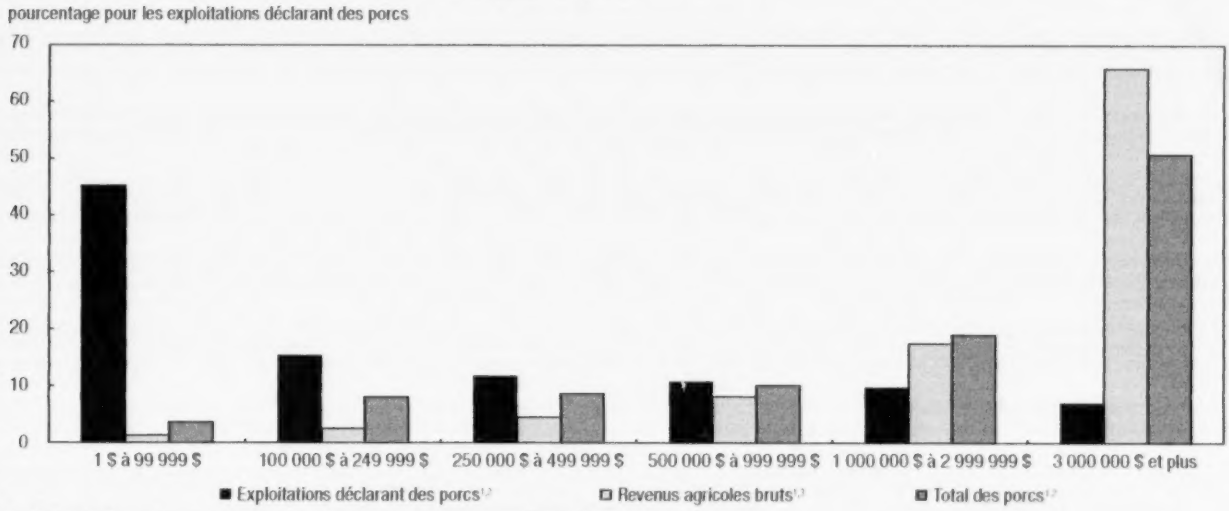
De 2006 à 2011, le nombre de porcs avait diminué de 15,7 %. Ce recul était attribuable aux bas prix du porc sur le marché, aux éclosions de maladies et à la hausse des prix des aliments pour animaux, lesquels ont eu une grande incidence sur la rentabilité de la production porcine durant cette période.

Depuis les cinq dernières décennies, on assiste à une consolidation de l'industrie porcine. L'augmentation de 11,1 % du nombre de porcs observé entre 2011 et 2016 est surtout attribuable aux exploitations ayant déclaré élever 50 porcs et plus, qui représentaient 99,7 % du cheptel porcin en 2016.

Toutefois, la hausse du nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des porcs est surtout attribuable aux petits producteurs, qui déclarent habituellement élever d'autres animaux d'élevage ou produire des cultures, en plus des porcs. Le nombre d'exploitations ayant déclaré moins de 50 porcs a augmenté, passant de 2 912 à 4 202 entre les deux derniers recensements.

En 2016, un nombre élevé de porcs était concentré dans peu d'exploitations, ces dernières accaparant la majorité des revenus agricoles bruts du secteur. Parmi l'ensemble des exploitations qui ont déclaré élever des porcs à l'échelle nationale, 590 ont déclaré avoir généré des revenus agricoles bruts de 3 millions de dollars ou plus. Ces exploitations représentaient 7,0% des exploitations agricoles, 50,7% du nombre total de porcs et 65,9% des revenus agricoles bruts des exploitations agricoles ayant déclaré élever des porcs.

Graphique 5
Exploitations déclarant des porcs, revenus agricoles bruts et nombre total de porcs, en pourcentage des exploitations déclarant des porcs, selon la catégorie de revenus, Canada, 2016



1. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100 %.
2. Le total des porcs et les exploitations déclarant des porcs sont basés sur 2016.
3. Les revenus agricoles bruts sont basés sur 2015.

Source : Recensement de l'agriculture (3438).

La reprise du secteur porcin s'est accompagnée d'une intensification et d'une spécialisation des activités des producteurs de porcs, au fur et à mesure que la consolidation du secteur continuait. Parmi les exploitations agricoles ayant déclaré élever 50 porcs et plus, 56 % ont indiqué n'avoir aucun autre animal d'élevage, comparativement à 5,5 % chez celles ayant déclaré élever moins de 50 porcs.

Les exploitations ayant déclaré élever moins de 50 porcs préfèrent souvent accéder aux marchés locaux d'aliments frais. La vente directe est la méthode utilisée par les exploitations agricoles pour vendre directement aux consommateurs des produits agricoles destinés à la consommation humaine. Dans le cas des exploitations agricoles ayant déclaré élever des porcs, cela peut inclure des coupes de viande ou des produits à valeur ajoutée tels que des saucisses ou d'autres produits agricoles.

Parmi les exploitations agricoles ayant déclaré élever moins de 50 porcs, 40,8 % ont déclaré vendre directement aux consommateurs des produits destinés à la consommation humaine, par rapport à 11,0 % chez celles ayant déclaré élever 50 porcs et plus. Les exploitants agricoles vendent aussi leurs produits à la ferme ou dans des marchés publics afin de faire la promotion de leur entreprise.

Croissance dans les principales provinces productrices de porcs

Les exploitations du Québec, de l'Ontario et du Manitoba ont continué de déclarer la majorité des porcs et des exploitations agricoles élevant des porcs au Canada en 2016, représentant ensemble 81,1 % du nombre total de porcs et 63,9 % du nombre total d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des porcs.

Les trois provinces ont tiré profit de la hausse des prix en 2014 et de la gestion efficace des maladies. Les progrès dans les domaines de la génétique, de la nutrition et de la santé ont aussi contribué à la croissance du secteur. Dans ces trois provinces, le secteur porcin compte plusieurs grandes entreprises intégrées, dont certaines font appel à des exploitants sous contrat qui élèvent des porcs pour leur compte. En raison des portées nombreuses des porcs et de leur période de gestation plus courte comparativement aux bovins, les producteurs de porcs sont en mesure de répondre plus rapidement aux conditions favorables du marché.

Le nombre total de porcs déclarés au Québec a augmenté de 10,0 % par rapport à 2011, pour atteindre 4,5 millions en 2016. Le Québec est ainsi demeuré la principale province productrice de porcs, représentant 32,0 % du total national.

En Ontario, le nombre de porcs a augmenté de 14,4 % par rapport à 2011, pour s'établir à 3,5 millions en 2016. L'Ontario a continué d'afficher le plus grand nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des porcs en 2016, soit près du tiers de l'ensemble des exploitations agricoles déclarant des porcs.

Le Manitoba présentait la croissance la plus marquée pour ce qui est du nombre de porcs, en hausse de 18,7 % par rapport à 2011 pour atteindre 3,4 millions de porcs. Chez les exploitations ayant déclaré élever des porcs au Manitoba, le nombre moyen de porcs par exploitation a augmenté, passant de 4 831 en 2011 à 5 087 en 2016, principalement en raison des vastes unités d'exploitation de la province. Dans le cas des exploitations déclarant des porcs, le Manitoba a également déclaré le nombre moyen de porcs par exploitation agricole le plus élevé.

Les Canadiens consomment plus de poulet et d'œufs

Le secteur de la volaille a connu une croissance tant au chapitre de la production de viande que de la production d'œufs. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la demande. À l'instar de l'industrie laitière, les industries de la volaille sont régies par un mécanisme de gestion de l'offre fondé sur un système de quotas régissant les niveaux de production.

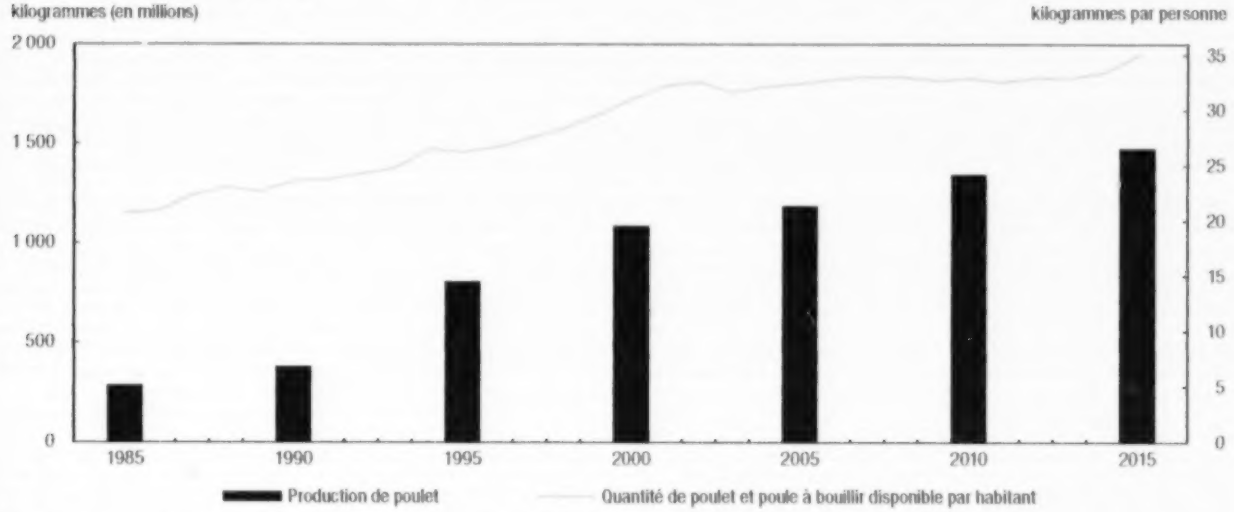
La production de poulet à griller se concentre dans trois provinces

La production de poulet à griller a crû de 9,8 % depuis 2010 pour atteindre 1,5 milliard de kilogrammes (poids vif) en 2015 (la dernière année complète de production). Comme en 2010, les trois provinces produisant le plus grand volume de poulet à griller au Canada étaient l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique. Ces trois provinces étaient à l'origine de 75,3 % de la production nationale, ayant produit en tout 1,1 milliard de kilogrammes de viande de poulet en 2015.

La quantité de poulet et de poule à bouillir disponible par habitant atteint un sommet

Outre la croissance de la population observée de 2011 à 2016, la demande accrue de poulet par habitant a contribué à la croissance de l'industrie du poulet. En 2015, la quantité de poulet et de poule à bouillir disponible a atteint un niveau record, soit 34,98 kilogrammes par personne (poids éviscéré) (tableau CANSIM 002-0011, consulté le13 avril 2017).

Graphique 6
Production totale de poulet en poids vivant et quantité totale de poulet et poule à bouillir disponible par habitant en poids éviscéré, Canada, 1985 à 2015



Sources : Recensement de l'agriculture (3438) et tableau CANSIM 002-0011 (consulté le 13 avril 2017).

La production de dinde connaît aussi une croissance

La production de dinde a augmenté de 7,1 % depuis 2010 pour atteindre 210,7 millions de kilogrammes en 2015. Comme cela était le cas pour la production de poulet à griller, les principaux producteurs étaient l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique, représentant ensemble 163,4 millions de kilogrammes ou 77,6 % de la production nationale.

L'Ontario est le principal producteur d'œufs au Canada

Le nombre d'œufs de consommation a augmenté de 10,9 % depuis 2010 pour s'établir à 616,7 millions de douzaines d'œufs en 2015. Également en hausse, le nombre d'œufs d'incubation a crû de 19,3 % par rapport à 2010, pour atteindre 64,7 millions de douzaines d'œufs en 2015. L'Ontario a conservé sa position de principal producteur d'œufs au Canada, représentant 38,7 % de la production nationale d'œufs de consommation et le tiers de la production nationale d'œufs d'incubation.

Les exploitations agricoles productrices d'œufs de consommation ont aussi recours à la vente directe aux consommateurs. En 2015, 72,1 % des exploitations ayant déclaré produire des œufs de consommation ont vendu directement aux consommateurs des produits destinés à la consommation humaine. Parmi les exploitations ayant déclaré produire des œufs de consommation, 82,8 % de celles ayant généré des revenus agricoles bruts de moins de 10 000 $ ont déclaré avoir vendu des produits directement aux consommateurs.

À titre de comparaison, parmi les exploitations productrices d'œufs de consommation ayant généré des revenus agricoles bruts de plus de 3 millions de dollars, 26,5 % ont déclaré avoir vendu des produits directement aux consommateurs. La majorité de ces exploitations ont recours aux ventes à la ferme ou aux kiosques (stands) pour vendre leurs produits.

Une baisse de la rentabilité mène à une réduction du nombre de visions

Le nombre total de visons déclarés au Canada a diminué de 29,7 % par rapport à 2011 pour se fixer à 550 660 en 2016. Le nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des visons a connu une baisse de 31,7 % pour s'établir à 194. Chez les exploitations agricoles ayant déclaré élever des visons, le nombre moyen de visons par exploitation agricole s'est accru de 2,9 % pour s'établir à 2 838.

Le ratio des dépenses d'exploitation aux revenus des exploitations agricoles ayant déclaré élever des visons s'est établi à 0,98 en 2015, ce qui représente un ratio moins favorable de 0,19 $ par rapport à celui enregistré en 2010. En raison de la baisse de la rentabilité dans le secteur, de nombreux exploitants ont quitté l'industrie. La Nouvelle-Écosse continue de déclarer le plus grand nombre de visons au Canada, celle-ci représentant 45,9 % du cheptel national.

Le nombre de chèvres augmente en Ontario

Au Canada, le nombre total de chèvres élevées pour leur lait, leur viande et leur fibre s'est accru de 2,0 % par rapport à 2011, atteignant 230 034 en 2016. L'Ontario représentait 56,6 % du cheptel national. Le nombre de chèvres déclarées en Ontario a grimpé de 12,0 % par rapport à 2011 pour atteindre 130 219 en 2016. L'augmentation du nombre de chèvres est attribuable à la demande accrue de viande et de lait de chèvre.

Le nombre de moutons s'accroît au Manitoba

Le nombre total de moutons déclarés au Canada a diminué de 4,9 % par rapport à 2011 pour se fixer à 1,1 million en 2016. Parallèlement, le nombre d'exploitations agricoles ayant déclaré élever des moutons a diminué de 7,1 %.

Contrairement à la tendance nationale, le Manitoba a enregistré la plus forte augmentation du nombre de moutons, ce qui représente une hausse de 43,2 % ou 90 423 têtes. Bien que l'Ontario demeure la province canadienne comptant le plus grand nombre de moutons, soit 30,5 % du cheptel total en 2016, le Manitoba a accru sa part du cheptel, faisant passer celle-ci à 8,6 % en 2016, en hausse de 2,9 points de pourcentage par rapport à 2011.

Les bisons parcourent toujours les Prairies

Le nombre total de bisons déclarés au Canada a reculé de 4,7 % par rapport à 2011 pour se fixer à 119 314 en 2016. L'Alberta et la Saskatchewan représentaient près des quatre cinquièmes du cheptel national de bisons.

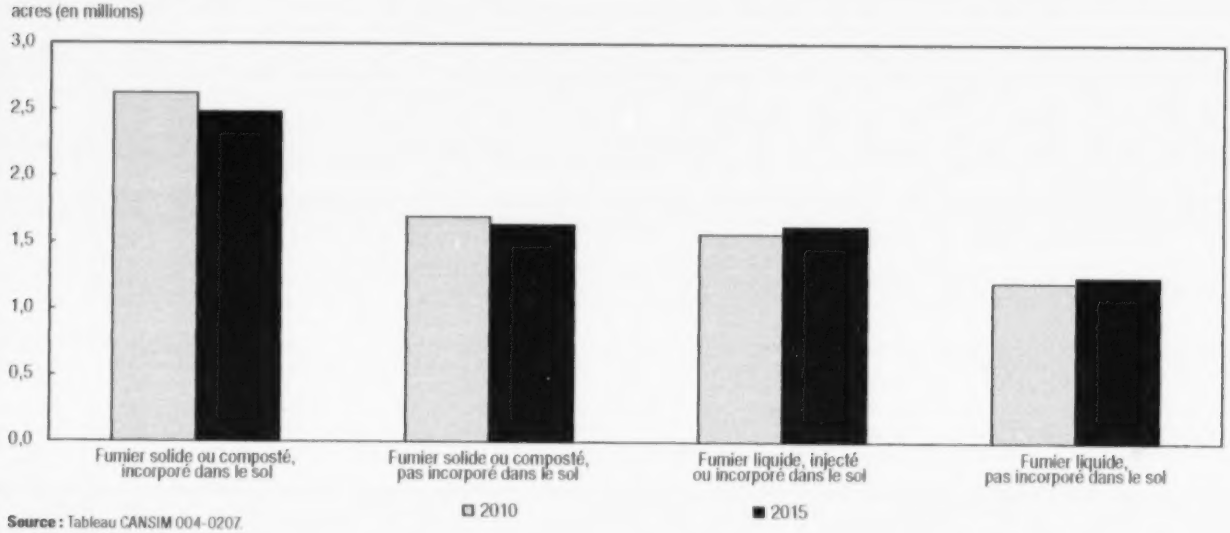
Le nombre de bisons dans l'ensemble des provinces des Prairies a diminué de moins de 2 % depuis 2011. La demande accrue et de meilleurs prix ont contribué à garder le nombre de bisons dans les Prairies relativement stable.

La superficie des terres traitées au fumier demeure stable

Le fumier est un sous-produit du secteur de l'élevage et constitue un engrais précieux pour les cultures agricoles. La superficie des terres sur lesquelles du fumier a été épandu a diminué de 1,3 % de 2010 à 2015.

Cette légère réduction de l'utilisation totale de fumier est attribuable à la diminution de l'épandage de fumier solide et composté par rapport à l'augmentation de l'épandage de fumier liquide. Le fumier solide est principalement un résultat de la production de bovins de boucherie, alors que le fumier liquide est surtout généré par la production laitière et porcine. La baisse du nombre de bovins de boucherie a engendré une diminution du volume de fumier solide. Malgré ce recul, le fumier solide continue d'être épandu sur une plus grande superficie de terres que ne l'est le fumier liquide.

Graphique 7
Superficie totale des terres sur lesquelles du fumier a été épandu, selon le type de fumier et la méthode d'épandage, Canada, 2010 et 2015



Source : Tableau CANSIM 004-0207.

Exploitation laitière spécialisée : Exploitation déclarant élever des bovins laitiers (vaches laitières et génisses laitières) et n'avoir aucun bovin de boucherie.

Exploitation laitière : Selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 2012, une exploitation est considérée comme étant laitière si 50 % et plus de ses revenus agricoles bruts proviennent de la production de lait.